

OMC: les négociations agricoles piétinent

Les négociations commerciales agricoles à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont au point mort. Les pourparlers sur des sujets sensibles comme le mécanisme de sauvegarde spéciale ne progressent pas. « *Nous avons reconnu que nous n'allons nul part* » a indiqué à International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) un délégué suivant les travaux techniques sur ce mécanisme devant permettre aux pays en développement de protéger dans certaines conditions leurs marchés agricoles.

Plus globalement, les positions des principaux acteurs des négociations demeurent figées. ICTSD rapporte que les Etats-Unis ont, depuis leur retour à la table des négociations, dialogué à plusieurs reprises avec les pays émergents pour qu'ils acceptent une plus grande ouverture de leurs marchés des produits industriels, concessions que refusent le Brésil, l'Inde ou la Chine tant que les Etats-Unis et d'autres pays développés n'auront pas revu leurs positions sur d'autres dossiers et en particulier sur l'agriculture.

Le 9 juillet à Genève, David Walker, le président du comité des négociations agricoles, a « *instamment demandé aux membres d'utiliser la pause estivale pour fournir les renseignements nécessaires au secrétariat pour compiler les données qui feront partie des "modalités"* ». Ceux-ci concernent les formats présentant les données et les engagements d'ouverture des marchés et de réduction des soutiens agricoles et font aussi l'objet de vifs débats. Certains pays membres, et notamment le groupe des 20 comprenant les principaux pays en développement et pays émergents, estiment qu'un tel exercice « *doit rester politiquement neutre* » tandis que d'autres, parmi lesquels l'Union européenne, considèrent que la structure et la substance des négociations sont intimement liées.

L'Ifpri préconise une nouvelle approche pour la lutter contre la faim dans le monde

Réduire de moitié la faim dans le monde d'ici 2015, l'un des principaux engagements de la communauté internationale dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement, sera difficilement réalisable si le « *business est conduit comme d'habitude* » indique un rapport publié au mois de juin par l'International Food Policy Research Institute (Ifpri). La publication plaide pour une nouvelle approche « *innovante, plus ciblée et rentable* » qui repose sur différents éléments clés. Le premier est l'investissement massif dans l'agriculture et la protection sociale, les deux piliers de la réduction de la faim et de la pauvreté. L'étude souligne également la nécessité de mobiliser de nouveaux acteurs, et en particulier le secteur privé qui, aujourd'hui, ne dispose pas des conditions incitatives lui permettant de participer pleinement à la lutte contre la faim. Une telle approche doit se baser sur les réalités des contextes locaux et être conduite au niveau national par des politiques ayant tiré les leçons d'expériences réussies. Enfin, le rapport préconise le renforcement des institutions et de la bonne gouvernance à tous les niveaux, afin notamment de rendre effectifs les engagements financiers des Etats pour le développement agricole. L'Ifpri souligne que de telles initiatives ont été mises en œuvre par certains pays et ont montré de bons résultats. Les étendre à d'autres pays et régions permettrait encore d'espérer atteindre le premier des Objectifs du millénaire pour le développement.

L'Afrique doit diversifier son économie pour supporter les chocs économiques

Le continent serait particulièrement sensible à une nouvelle crise économique ont averti des experts lors du 50^{ème} séminaire sur le commerce et le développement du Consortium sur la recherche économique en Afrique, une organisation non gouvernementale basée au Kenya. En 2009 la croissance africaine a chuté à 1.2%, contre une augmentation de 6% en moyenne sur la période 2003-2008, et le revenu par habitant a reculé. Selon le panel d'intervenants, l'Afrique doit se détacher de sa dépendance aux matières premières qui la rend fragile vis-à-vis des chocs économiques extérieurs, et élargir les champs de son économie. Le président du séminaire, l'ambassadeur luxembourgeois auprès des Nations Unies Jean Feyder, a ainsi indiqué qu'adopter une stratégie favorisant la transformation de produits à haute valeur ajoutée peut « *aider les pays africains à étendre leurs capacités économiques et peut conduire à de meilleurs profits et à la création d'emplois. Les gouvernements africains peuvent accélérer une telle transformation en supportant le développement indispensable des infrastructures, en accroissant l'accès aux marchés africains et en renforçant la bonne gouvernance* ». Il faut que le continent « *développe ses capacités industrielles, et élargisse ses relations économiques au niveau sous-régional et avec l'ensemble des pays en développement* » a ajouté Supachai Panitchpakdi, le secrétaire général de la Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement (Cnuced). Selon lui, une meilleure gestion des ressources naturelles permettrait de dégager les revenus pour développer ces nouvelles capacités.

Le gouverneur de la banque du Botswana a cependant souligné que l'Afrique a mieux résisté que prévu à la crise et que la croissance économique devrait s'y établir aux alentours de 5% pour l'année 2010.

Sources: AERC, AFP, ICTSD, IFPRI, OMC, Reuters.